

ICTR-98-41-T
ExL. D-B3
Tendred on: 24/09/2002.
Ei.

VALENS KAJEGUHAKWA

RWANDA

DE LA TERRE DE PAIX À LA TERRE DE SANG
ET APRÈS ?

QUINZE ILLUSTRATIONS HORS-TEXTE
CARTE ET GLOSSAIRE

ÉDITIONS REMI PERRIN
46, rue Sainte-Anne — Paris 2^e

D-B3

tin Twagiramungu partout où je pouvais influencer, et je peux affirmer qu'il fut nommé directeur général grâce à mon opiniâtreté.

Faustin Twagiramungu me trouvait assez digne de sa confiance pour me consulter même sur ses projets matrimoniaux.

En effet, il interrogea ma sagesse pour savoir s'il pouvait se marier avec une fille de l'ex-président Kayibanda, et continuer à prospérer sous la république des Nordistes. Je lui conseillai de se fier au choix de son cœur, loin de toute motivation d'ordre politique. Je l'accompagnai jusqu'aux cérémonies de présentation de sa jeune épouse qui eurent lieu dans son lointain terroir natal, au fin fond de sa commune d'origine, en préfecture de Cyangugu. Plusieurs anciens politiciens de la I^{ère} République avaient accouru comme au jour du mariage, venant de toutes les préfectures du pays. Je compris alors que Faustin Twagiramungu, en jetant son dévolu sur Assumpta Kayibanda, venait de contracter le mariage le plus politique de l'époque. En effet, la famille du président Habyalimana était en état de repentance, suite à l'assassinat des politiciens de la I^{ère} République, et travaillait à se rendre sympathique envers les enfants de feu président Kayibanda. Qui pouvait alors exclure l'éventualité d'une promotion en faveur de la nouvelle famille dans le cadre d'une réconciliation politique ? Le scénario paraissait possible et du goût des stratèges de la II^e République. Ensuite et surtout le mariage avec la fille du fondateur du hutisme mettait en réserve, en faveur de Faustin Twagiramungu, un immense capital électoral prêt à être investi fructueusement dans un éventuel retour du parmehutisme sur la scène politique, où hutu lui-même et beau-fils de Kayibanda, il pouvait victorieusement rivaliser avec n'importe quel démagogue hutiste de n'importe quelle région de la république. Faustin serait-il un jour le restaurateur du hutisme militant ? Le continuateur spirituel de son beau-père dont l'extrémisme politique et l'étroitesse d'esprit ont ensanglanté le Rwanda ?

Dans cette éventualité, il pouvait bien me compter parmi ses adversaires les plus déterminés.

Mais, en attendant, il devint un adversaire dangereux pour mes affaires, dans la mesure où, depuis 1984, il me donna l'impression d'être l'exécuteur de hautes œuvres de mes ennemis répandus

dans toutes les sphères politiques de la II^e République, les fameux soixante-treizards acharnés contre mes intérêts, les intérêts du Tutsi qu'ils s'efforçaient rageusement de rayer de la scène économique du Rwanda républicain.

C'est pourquoi je créai la compagnie de transport international la Corwaco, en investissant l'équivalent de deux millions de dollars. Des branches furent installées à Kampala, Nairobi, Mombasa et Dar es Salaam. Et à tous les bureaux douaniers installés aux postes frontaliers entre le Rwanda et l'Ouganda, l'Ouganda et le Kenya, et entre la Tanzanie et le Rwanda. Autrement dit, aux postes frontaliers de Gatuna et Kagitumba, côté ougandais, à Eldoret et à Malaba, côté kenyan, et enfin à Rusumo, côté tanzanien. Ce vaste réseau au cœur de l'Afrique orientale allait servir grandement dans les événements qui étaient en gestation et menaçaient de se produire plus tard. C'est à peu près vers la même période que je créai la Cobuco du Burundi, avec siège à Bujumbura, dans l'intention de distribuer les produits pétroliers.

Invité par certaines autorités de ce pays pour y investir, mon succès au Rwanda ayant été apparemment suivi de près dans les pays limitrophes, j'acceptai d'injecter plus d'un million de dollars.

Mon commerce au Burundi fut handicapé par deux obstacles auxquels je ne m'attendais pas. D'abord je fus l'objet de pressions politiques qui m'engageaient à introduire dans l'actionnariat des associés burundais sans moyens financiers suffisants. Le capital s'en trouvait réduit à moins de cent mille dollars américains pour permettre aux nationaux de disposer de la majorité des actions sociales. Comme ces associés n'avaient pas de ressources pour cofinancer les importations, je dus mettre à la disposition de la société une ligne de crédit d'un million de dollars. L'ingérence des autorités dans la gestion me fit perdre beaucoup de cet argent, dont je ne pus récupérer qu'une partie grâce à une transaction de cession opérée avec un commerçant burundais et à des commissions particulières générées au niveau des importations. L'installation de la Cobuco eut un effet d'entraînement pour les hommes d'affaires du Burundi qui créèrent précipitamment des sociétés d'importation d'hydrocarbures dans le pays.

Suite à divers changements de régime politique, et à cause de

Je m'empressais de remplir ces exigences. Voyant que j'étais en règle, le ministre surenchérit et exigea la possession de 10 camions. Je me mis vite en ordre. Il changea de nouveau, et demanda cette fois-ci un minimum de 20 camions. Je les achetai. Il fallait à présent un complexe administratif impressionnant, un immense garage avec des équipements techniques introuvables sur le marché local et, tenez-vous bien, me transformer en société car, argumentait-il, une personne physique était incapable de gérer l'activité de transport international. Je dus accepter toutes ces conditions. Lorsque je cherchai des partenaires qui m'aideraient à créer la personne morale exigée, le président Habyalimana me recommanda le secrétaire général du M.R.N.D., Bonaventure Habimana, et le colonel Sagatwa se recommanda lui-même. Mais lorsqu'arriva le temps de libérer le capital, le colonel ne remboursa rien et le secrétaire général ne paya que 7 % des parts sociales de la société. Il devint donc actionnaire à 7 %. Le colonel Sagatwa fut rayé de la liste des actionnaires.

Mes deux fils poursuivaient leurs études à Londres et les demi-frères en Belgique. Béatrice et moi résidions à Gisenyi où désormais nos filles étudiaient à l'école belge dirigée par les sœurs. Ma tension artérielle était complètement maîtrisée, je me sentais une énergie et une volonté à déplacer les montagnes. Je vivais isolé des cancans et des rumeurs foisonnant dans les milieux privilégiés de la capitale et des chefs-lieux de préfectures. J'avais veillé à disposer d'un réseau d'informateurs civils et militaires efficace, dont un commandant employé à l'État-Major de l'armée. Il me faisait une analyse extraordinaire de la haute direction de l'armée et de la gendarmerie, ses programmes immédiats et lointains. Il me renseignait sur le comportement de ses supérieurs, leurs alliances, leurs querelles, leurs dernières positions sur l'équilibre ethnique et régional, sur les problèmes des réfugiés rwandais, sur le mouvement politique et militaire de Museveni, sur les problèmes du Burundi, l'impact politico-militaire de l'assistance militaire étrangère etc. Les civils me rapportaient l'état d'esprit des fonctionnaires, des étudiants, des commerçants, des événements importants dans les préfectures et les communes. Ces braves collaborateurs de la première heure étaient tous hutu et

payés par le réseau de mes stations-service, sur un budget séparé, arrêté au commencement de chaque exercice. Ils étaient placés à l'armée et à la gendarmerie, aux ministères, dans les principales entreprises publiques et privées, à la Banque nationale du Rwanda, dans les paroisses, aux marchés de Kigali, de Butare, de Ruhengeli et de Gisenyi, à l'université de Butare et à Nyakinama, dans les prisons de Gisenyi et de Ruhengeli. C'est grâce à l'informateur opérant dans cette dernière que j'appris les manœuvres du directeur de la prison de Ruhengeli, cousin ou neveu du préfet Zigiranyirazo. Le directeur faisait écrire par un prisonnier plusieurs lettres compromettantes à mon adresse, dont l'une me signifiait tardivement mon implication dans le coup d'État monté par le major Théoneste Lizinde. L'informateur me permit de comprendre le sens de ces lettres anonymes qui me parvenaient régulièrement de la poste. Son information me fut confirmée par Séraphin Rwabukumba qui me dit un jour : « Savez-vous que les gens vous accusent d'être parmi les collaborateurs du major Lizinde dans la préparation de son coup d'État ! » Comme il me donnait l'impression de ne pas y croire lui-même, ma réaction fut relativement modérée. La confirmation me vint également d'un avocat de Kigali appelé Ahorukomeye, ancien juge de tribunal. Il vint me voir un jour pour m'annoncer, de la part du directeur de la prison, que celui-ci avait un dossier accablant contre moi et que je devrais le voir le plus tôt possible à Ruhengeri. Bien entendu je ne m'y rendis jamais.

C'est grâce à mes informateurs infiltrés au sein de la Banque nationale que je pouvais suivre l'action vengeresse des services de l'armée et de la présidence déclenchée contre le gouverneur Birara, juste au moment où son frère et ami, Alphonse Libanje, pourrissait dans la prison de Ruhengeli. Le temps était arrivé pour les officiers offensés en 1980 de lui faire payer ses affronts. Jugeant de mon devoir, non de le prévenir (il semblait émotionnel et imprévisible dans ses réactions), mais de l'amener à démissionner dans la dignité, je l'invitai à Gisenyi pour une petite promenade au bord du Lac Kivu, en face de son habitation. Je lui développai les arguments favorables à sa démission. Il les rejeta. J'argumentai davantage. Il hésita, puis à la fin me dit qu'il était en

Comme je résidais à Gisenyi, je les choisis naturellement parmi les prêtres de Nyundo.

J'eus le plaisir d'avoir le consentement spontané de l'abbé Augustin Ntagara, qui venait d'être affecté à Gisenyi comme cure de cette paroisse. L'abbé Ntagara s'était déjà fait remarquer par deux écrits audacieux. Le premier datait du 16 novembre 1974, à l'adresse de Mgr Vincent Nsengiyumva, évêque de Nyundo, qui accusait les évêques du Rwanda d'avoir semé le trouble au grand séminaire de Nyakibanda, où il avait été professeur. L'autre, daté du 8 mai 1989, était adressé à Mgr Joseph Ruzindana, évêque de Byumba, et vilipendait le virus du racisme qui rongeaient l'Église du Rwanda depuis plusieurs années.

Je demandai à l'abbé Ntagara de recruter des partisans parmi ses confrères, en évitant de cibler une seule ethnie. Il devait mobiliser les Hutu et les Tutsi pour en faire l'avant-garde d'un combat pour la résurrection de la nation. J'avais bien prévenu l'abbé de la délicatesse de sa tâche et des difficultés qu'elle comportait, dans la mesure où l'ensemble des élites hutu avaient l'intime conviction que les Tutsi étaient trop satisfaits de leur statut actuel pour réclamer leurs droits constitutionnels. D'ailleurs certains parmi les élites hutu grinçaient les dents à la vue des Tutsi parvenus à faire fructifier l'espace de paix que leur avait accordé la II^e République.

Je mis en place un petit budget destiné à faciliter les déplacements ponctuels de l'abbé à travers le pays. Au bout de quelques mois, il avait des candidats dans tous les diocèses, et de toutes les ethnies, à l'exception du diocèse de Cyangugu qu'il n'avait pas encore pu visiter. Nous nous étions accordés sur le principe que mon nom devait rester dans l'anonymat. J'y reviendrai plus tard.

En 1987, je m'étais rendu à Kampala essentiellement pour discuter avec quelques officiers rwandais de l'armée ougandaise. A l'instar de Mme Joy Karangwa vis-à-vis du Ranu, Antoine Mazimpaka avait été chargé de sonder quel rôle les militaires rwandais entendaient jouer dans la transformation de la société rwandaise. A Kampala je rencontrai le Dr Peter Bayingana qui était major dans l'armée ougandaise. A la fin de notre conversation, j'eus la plus grande consolation de ma vie : une génération était la,

visible, palpable, avec qui enfin je partageais les idéaux auxquels je croyais depuis les années 60. Du programme du F.P.R.* je retins les points essentiels suivants : l'unité des Rwandais, l'instauration d'un pouvoir démocratique, l'exploitation des ressources économiques disponibles en vue d'en tirer la richesse individuelle et collective, la lutte contre la corruption, le favoritisme et le détournement des richesses nationales, la sécurité des biens et des personnes, la suppression de toutes les causes qui peuvent pousser les citoyens à fuir leur pays, la promotion du bien-être social, la réforme des relations du Rwanda avec les pays étrangers.

Cette réforme devait, à mon avis, prendre en considération les ressources insuffisantes du pays, dues à sa nature et au découpage de 1910. Les efforts de la diplomatie et de la coopération internationale devaient viser un vaste objectif : maîtriser la capacité nationale afin qu'elle produise assez pour nourrir une population à démographie galopante peinant sur un petit territoire, au lieu de procéder régulièrement à des expulsions et à des exterminations ethniques systématiques.

Je rentrai à Kigali rempli de joie, mais une joie tempérée par l'inquiétude d'avoir pu être filé par les services du Rwanda. Jugeant la rencontre comme l'événement le plus important de mon parcours de combattant infiltré dans la forteresse de l'ennemi, j'avais le sentiment d'être en train de bâtir un pont qui allait réunir les patriotes de l'extérieur et de l'intérieur.

Je rencontrai Paul Kagame* à Frankfort en Allemagne où un rendez-vous avait été préparé dans un langage codé. J'y arrivai le 30 mars 1990 et notre rencontre eut lieu le 31 mars 1990 à 9 heures du matin à l'hôtel Frankfurt Intercontinental. Il m'impressionna par la précision de sa pensée et la froideur de son raisonnement qui contrastaient avec le cartésianisme passionné et l'esprit tribun du Dr Bayingana. Deux caractères, mais un objectif commun, que je partageais entièrement.

Avant de nous séparer, je lui laissai une dizaine de pages manuscrites reflétant l'essentiel de ma vision d'un Rwanda dont la viabilité, selon moi, ne pouvait être assurée que dans une fédération, avec un pays libéré et pourvu de potentialités économiques plus

qu'à l'inféodation sur certains points fondamentaux... Comme l'identification ethnique qui figure sur les fiches d'admission dans les séminaires... Vous faites allusion — avec réprobation — aux lettres que certains prêtres vous écrivent... Pourquoi ne pas en révéler la forme et le contenu pour montrer en quoi elles sont inacceptables...»

La deuxième partie de la lettre pastorale parut le 6 mars 1990. Elle traitait de la justice et se montrait beaucoup plus critique à l'égard du gouvernement rwandais. Parlant de la liberté de la presse, la lettre pastorale disait : « La guerre contre la presse libre est l'un des signes d'un gouvernement dictatorial et ennemi de la justice. » Les prélats accusaient également la corruption qui faisait un ravage dans tous les secteurs de la vie nationale et accroissait la pauvreté du pays.

Deux autres personnes furent mêlées à la mise en place de mon plan et aux événements politiques qui marquèrent la fin des années 80 et le début des années 90. Il s'agit de Vincent Rwabukwisi, connu sous le surnom de Ravi, et de Noël Rugelinyange. J'ai connu Ravi au milieu des années 80. Il faisait ses débuts et ambitionnait d'être un jour un grand journaliste. Je le soutenais financièrement et ouvrais progressivement son esprit à la critique de l'environnement socio-politique. Pris à partie par la Sûreté présidentielle et les dignitaires du régime, il me demanda de l'appuyer à négocier un financement bancaire pour faciliter l'affranchissement de son journal Kanguka. Je lui proposai de s'associer avec Noël Rugelinyange, juriste de formation, et intéressé par la politique et l'instauration de la justice dans le pays. Ils proposèrent d'incorporer un certain Charles Minani que je n'ai jamais connu. Vincent Rwabukwisi et Noël Rugelinyange étaient originaires du centre du pays. Ils me demandèrent de leur trouver une personnalité assez introduite dans les milieux gouvernementaux pour devenir le bouclier politique de leur journal, en cas de conflits avec le pouvoir. C'était demander l'impossible. Mais, pour les encourager, j'acceptai d'être co-propriétaire de Kanguka, en attendant d'être relayé par mes fils étudiants à l'étranger.

Pour hâter le processus de mon action, je cherchais à créer une relation de collaboration entre le groupe des abbés révolution-

naires, celui de Pasteur Bizimungu et de Noël Rugelinyange à qui j'avais demandé de procéder au recrutement des éléments du Centre, du Sud et de l'Est. Ravi, l'inoubliable Ravi, avait le rôle de faire résonner dans le peuple, sans nécessairement trop raisonner, le cri de ralliement Kanguka (« Réveille-toi ») !

Il fallait unifier clandestinement l'action des patriotes de l'extérieur avec celle des prêtres catholiques progressistes, des jeunes intellectuels du Nord et du centre du pays, en vue de créer un vaste mouvement à même de susciter la sympathie puis l'intérêt des Banyarwanda pour le pluralisme démocratique. Et c'est ici que je plaçais mon espoir de voir s'opérer la véritable révolution du peuple rwandais, celle qui devait un jour délivrer la paysannerie, devenue le monopole de ses élites gouvernementales au pouvoir depuis 1959.

D'après mon expérience, surtout celle vécue dans ma commune d'origine, il n'était pas évident que le paysan hutu attendrait le service du Hutu pour être content, ou le Tutsi, le service du Tutsi pour se réjouir. Le paysan rwandais hutu, tutsi et twa aime quiconque l'aide à mieux vivre et à mieux éduquer ses enfants. Mais il est tributaire des manipulations dont il est l'objet depuis toujours, et surtout depuis 1959, 1963 et 1973. Dans la commune de Rubavu, je pense avoir été plus populaire que n'importe quel politicien hutu de Gisenyi. Je suis parvenu à faire élire un ami comme député, alors qu'il n'était pas le candidat voulu par le M.R.N.D. On l'avait laissé figurer sur la liste, sachant qu'il ne menaçait l'élection de personne parmi les candidats présélectionnés par le président et ses proches conseillers politiques.

Malgré la connivence entre ceux qui inscrivaient les bulletins de vote au tableau noir et ceux qui les lisaient au public en vue de tricher contre mon protégé, celui-ci fut en définitif élu député national. Il s'appelait André Munyempanzi, décédé d'une longue maladie du pancréas.

Non content du précédent, le M.R.N.D. l'éjecta arbitrairement du parlement quelque deux années après.

A l'occasion des élections des conseillers communaux, les leaders d'opinion dans les secteurs administratifs de la commune se bousculaient à mon bureau de Gisenyi pour demander mon

vérifiai si le président avait reçu le message. Il l'avait reçu et accepté.

Préparation militaire

Ayant réussi la préparation psychologique de la guerre, je devais faire accréditer la prophétie et entretenir la peur du président en affichant, à la vue des passants et des militaires placés à notre garde, une intense activité guerrière à l'intérieur de ma résidence.

Plusieurs jeunes gens que j'avais aidés ou dont j'avais aidé les parents durant ma vie professionnelle s'étaient présentés pour être à mes côtés au cours de cette épreuve. Quelques-uns venaient juste de rentrer de la guerre de libération conduite par Museveni et gagnée en 1986. Ils allaient constituer une milice à l'intérieur de la parcelle.

J'achetai des armes à feu qu'il fut facile aux guérilleros de faire traverser la frontière et d'introduire clandestinement dans mon domicile par pièces détachées. Le nombre des miliciens et le service logistique atteignaient la trentaine.

Pour faciliter la discipline et le commandement, je créai une hiérarchie où il y avait un chef et deux adjoints qui formaient avec Christian et moi la direction de la milice. Un code fut rapidement établi et accepté pour punir l'indiscipline et les fautes diverses.

Il prévoyait l'application de peines corporelles, et la prison, que nous avions aménagée dans la parcelle. La plus grande peine fut prononcée contre un jeune homme qui s'était présenté comme ancien capitaine de l'armée ougandaise, alors qu'il n'était qu'un simple chômeur de la région de Rutschuru. Resté en prison jusqu'à la fin des événements, ses camarades l'avaient surnommé Mandela. Les trente pensionnaires subissaient un entraînement tous les soirs, de 19 à 21 heures, qui se faisait dans un vacarme assourdissant, accompagné de chansons patriotiques des mouvements de libération du Mozambique et de l'Ouganda. Après le souper du soir, et le matin après le petit déjeuner, ils regagnaient les places qui leur avaient été assignées pour être bien vus, les armes à la main, par les passants et les militaires des alentours.

La phase finale fut la démonstration de notre arsenal qui

déclencha la plus grande panique jamais vue dans les annales de la Garde nationale et des forces armées rwandaises.

Le capitaine Bizimana et le major Bahufite vinrent l'observer d'une butte qui surplombait les deux maisons annexes construites à l'arrière de ma résidence. Visiblement préoccupés, les deux officiers rentrèrent, après avoir bien observé les armes et leur emplacement sur une élévation qui faisait face à celle d'où ils menaient l'enquête la plus inoubliable de leur carrière. L'arme qui inquiéta le plus les deux officiers est un énorme engin, ayant la forme des orgues de Staline, recouvert d'une large bâche aux couleurs militaires ougandaises. Fabriqué par mes miliciens avec le bois trouvé sur place, il pouvait être déplacé, et replacé à volonté.

Afin de créer l'imagerie du terrorisme palestinien, deux miliciens enturbannés donnaient l'impression d'essayer un missile balistique, capable de tirer à des kilomètres. Une heure après le départ de Bahufite et Bizimana, j'entendis un hélicoptère atterrir au camp militaire de Gisenyi et conclus qu'une haute autorité militaire pouvait bien être à bord. Aussi demandai-je à mes hommes de maintenir le dispositif et de refaire la mise en scène si jamais d'autres observateurs se présentaient.

Effectivement, un quart d'heure après l'atterrissage de l'hélicoptère, le colonel Serubuga, chef d'État-Major adjoint de l'armée, accompagné du major Bahufite et du capitaine Bizimana se présentèrent au même endroit et regardèrent avec curiosité l'engin et les miliciens palestiniens. Portant des lunettes fumées, le colonel s'était prudemment retranché derrière ses subalternes et regardait par-dessus leurs épaules. On l'entendit ordonner : allez chercher une camera et filmez. Puis il rentra, suivi de ses compagnons. Lorsque le cameraman vint filmer, la machine avait disparu.

Notre armement réel était symbolique. Nous avions 15 kalachnikov, 4 fal, 3 uzzi, des pistolets et une cinquantaine de grenades de toutes sortes. Des bruits couraient sur les armes sophistiquées installées dans ma résidence : on parlait d'une placè forte d'où l'on peut tirer jusqu'à Kigali, gardée par des terroristes palestiniens, des Inkotanyi, des maquisards du Vietnam...

Les militaires nous surveillaient encore, mais en tenue civile, et

leurs provocations avaient cessé. J'eus même l'impression que la tension tombait et que le pouvoir cherchait tactiquement la normalisation de la situation. Il s'y prenait trop tard, car les événements de Gisenyi avaient pris une ampleur sans précédent et les acteurs du drame devaient marcher jusqu'au bout.

Le régime était affaibli et les critiques fusaient de toutes parts. On pouvait entendre dans la rue, dans les bars et dans les familles les raisonnements suivants :

Le pays est en train de mourir de faim, la pauvreté est généralisée, les réfugiés prêts à attaquer et les politiciens eux-mêmes déstabilisent la tranquillité des citoyens. Si un seul Tutsi fait trembler toute une armée, que va-t-il se passer s'ils viennent nombreux ?

Et ce gouvernement corrompu qui empêche les réfugiés de rentrer chez eux ! Qu'il laisse nos frères venir et partager le peu que nous avons ! Après tout, dit le peuple, les Tutsi ont fui les Belges, pourquoi le gouvernement n'accepte-t-il pas qu'ils rentrent pour éviter ainsi une guerre fratricide ?

D'où viendra le libérateur du pays ? Si l'Ouganda a eu son Museveni, pourquoi le Rwanda ne peut-il avoir le sien ? S'il est déjà né, où se trouve-t-il ? S'il n'est pas encore né, quand naîtra-t-il ? Quel conseil nous donner ? Fuir notre pays ? Alors que les pays étrangers en ont assez de ceux qui sont déjà là ? Descendre dans la rue et manifester pour nous faire massacrer ? A quoi cela pourrait-il servir ?

Aucun journal n'osa publier toutes ces réactions populaires qui agitaient le pays. A l'exception du combatif journal Impuruza édité à Sacramento aux États-Unis par le Pr Alexandre Kimenyi, qui s'en fait l'écho, dans son n° 16 du mois de juin 1990. Bien que sa publication en fût interdite au Rwanda, il y circulait sous cape, photocopié mille fois, jusqu'à devenir illisible !

Je reçus des messages de soutien de l'intérieur comme de l'extérieur du Rwanda. Un ami murundi de Bujumbura se déplaça et vint me dire qu'on ne peut pas être révolutionnaire à quarante huit ans ; des amis européens proposèrent leurs bons offices pour me réconcilier avec le président. Paul Lenoir de la Banque continentale de Luxembourg m'envoya sa secrétaire personnelle qui resta avec moi pendant quelques jours sans rien remarquer. Mal-

gré leur bonne volonté, les deux Européens n'étaient pas capables d'apprécier la portée du drame rwandais et ses répercussions. Le président et ses stratèges souhaitaient visiblement m'opposer à mes partenaires européens, en m'exposant à refuser les tentatives de réconciliation de Paul Lenoir et ainsi le mettre de leur côté à la veille de la confrontation.

La fuite du 25 août 1990

Au cours de ces mois troublés, Fred Rwigema et Paul Kagame n'avaient cessé de me demander de quitter le Rwanda, par l'intermédiaire de mon messenger Damas Bunzingiye, un membre de ma belle-famille, natif du Zaïre, détaché à Kampala pour aider Béatrice et assister Antoine Mazimpaka dans la gestion de la Corwaco Ouganda.

Bien que mon objectif était de me dégager afin de rejoindre ma famille à l'étranger et m'associer à l'action libératrice en préparation en Ouganda, je ne voulais pas dévoiler mon intention par personne interposée, laquelle pouvait être interceptée, torturée, et forcée à la dénonciation. Je préférais correspondre avec Kampala par un langage codé, en passant par Serge, de Londres, qui parlait à sa maman qui, à son tour, répercutait les messages à mes interlocuteurs ultimes.

Le président Juvénal Habyalimana dirigeait personnellement le service du Renseignement depuis le départ du major Turpin en 1965. Ce service était l'un des plus actifs de l'Afrique centrale. Et je savais que la raison d'être de sa fondation, était et restait toujours la marginalisation sociale, l'anéantissement intellectuel, culturel et politique des Tutsi restés dans le pays, et le noyautage des communautés tutsi de la diaspora dans le monde. Aussi je ne fus pas étonné d'apprendre, arrivé à Kampala, que je vivais à Gisenyi avec un indicateur de cette Sûreté, à qui j'avais confié le service de filtrer les appels téléphoniques venant de l'intérieur et de l'extérieur du pays. Il était venu, ami de longue date, me proposer d'être à mes côtés après le départ de ma famille, geste que j'admirai profondément.

Mon chagrin fut immense lorsqu'on m'informa que 20 % des

miliciens qui m'avaient accompagné s'étaient mis au service de l'ambassade du Rwanda à Kampala, qui leur proposait d'importants subsides pour me capturer et me ramener vivant à Kigali.

Si on trouvait 20 % d'espions dans un si petit nombre, combien pouvait-il y en avoir parmi les milliers de volontaires venus du Rwanda et des différents pays limitrophes pour constituer les troupes combattantes du Front Patriotique Rwandais ?

J'avais demandé à Pasteur Bizimungu s'il accepterait de se joindre à des patriotes rwandais décidés à prendre les armes contre le régime actuel du Rwanda. La même question avait été posée à Noël Rugelinyange. Pasteur Bizimungu accepta et revint plusieurs fois me voir pour en discuter. A la fin nous étions d'accord et avons fixé un calendrier qui prévoyait le départ préalable de sa famille au Kenya pour raison de santé, ensuite la cérémonie de mariage de sa sœur dans sa paroisse d'origine, enfin notre départ de Gisenyi le 25 août 1990 à 19 heures. Je me chargeai de la préparation logistique de l'exode. Pour raison de sécurité, la trentaine de miliciens connaîtrait la décision seulement à 19 heures moins le quart.

Avant de quitter le pays, nous nous étions entendus avec Pasteur Bizimungu sur les raisons et les objectifs de notre exil, étant entendu que pour moi s'ajoutait une raison supplémentaire, l'obligation de fuir un danger de mort. Je demandai finalement qu'un document reprenant clairement nos engagements respectifs soit signé.

Voici les extraits donnant l'essentiel de l'accord : « Étant donné la détermination des soussignés de combattre l'arbitraire et la dictature, nous fondant sur les principes moraux et politiques auxquels nous croyons hautement, conscients de l'impérieuse nécessité de trouver une solution aux graves problèmes qui rongent la société rwandaise, considérant les alibis ethniques et régionalistes choisis par une poignée de citoyens pour maintenir sa suprématie politique, économique et militaire, après avoir constaté la grave situation et les menaces de mort qui, depuis le mois d'avril, planent 24 heures sur 24 heures sur M. Valens Kajeguhakwa et sa famille, du fait du président Habyalimana et de ses hommes, pour le bien de la communauté rwandaise et à cause des

circonstances du moment, les soussignés ont convenu et décidé ce qui suit :

1. Quitter le pays, d'abord pour sauver des vies humaines, ensuite pour combattre le régime de Kigali par tous les moyens, y compris militaires.
2. Au cas où nous ne parvenons pas à nous organiser pour combattre le régime de Kigali, nous formerons à l'extérieur du pays une société commerciale pour travailler dans un climat plus serein. La lutte continuera contre le régime Habyalimana, notre objectif primordial étant de retourner au pays et de reprendre nos activités.
3. Lorsque le Rwanda sera devenu un pays respectueux de l'unité, de la justice et de la liberté, un pays réellement démocratique et stable, grâce à nous ou grâce à d'autres, ou grâce à d'autres avec nous, les soussignés conviendront de retourner au secteur privé où ils exerceront des activités commerciales et industrielles...
4. Les soussignés s'accordent de réaliser leurs principes moraux dans l'accomplissement de leurs tâches quotidiennes. »

Ces engagements seront complétés par l'accord dont voici la substance :

« Les soussignés Pasteur Bizimungu et Valens Kajeguhakwa, après avoir examiné leur action depuis qu'ils ont fui le pays le 25 août 1990, le déroulement du combat de libération auquel ils ont pris part depuis son déclenchement, satisfaits du bien fondé de leurs décisions prises à Gisenyi en août 1990, confiants de l'issue victorieuse du combat pour la liberté, l'unité et la justice, et pour l'établissement d'une société de droit au Rwanda, décidés à promouvoir les bonnes mœurs dans le secteur privé rwandais conformément à leurs accords du mois d'août 1990, ont convenu et décidé que :

1. Dès la fin de la guerre et l'installation d'un gouvernement démocratique et progressiste dans le pays, ils reprendront leur profession d'acteurs économiques du secteur privé.
2. Ils continueront à militer activement pour le F.P.R. et ses idéaux, à travers les structures existantes et conformément à la loi. »

CHAPITRE ONZIÈME

A KAMPALA

L'adhésion au F.P.R.

J'eus plusieurs entretiens avec Fred Rwigema qui restait à Kampala, apparemment sans responsabilités officielles déterminées. Pasteur Bizimungu le rencontra également, mais souvent nous le voyions à deux. Une rencontre, sous sa présidence, nous permit de faire la connaissance de ses collaborateurs civils.

Je sentais à travers mes nombreuses discussions avec lui un homme de grand cœur, incorruptible et décidé. Il me dit un jour : Ce n'est ni le gouvernement ougandais ni le gouvernement rwandais qui nous empêcheront de rentrer dans notre pays où nous avons plus de droits à réclamer que dans n'importe quel pays étranger.

Je restais en contact téléphonique avec Paul Kagame, qui m'appelait souvent des États-Unis où il suivait des cours à l'Institut militaire de Fort Lavenworth (Kansas).

A la fin des discussions avec la direction du Front Patriotique Rwandais, je pris officiellement la décision d'en devenir membre, ainsi que Pasteur Bizimungu.

Le président Habyalimana ne cessait d'envoyer des émissaires pour réclamer notre extradition. Sans succès, il mit ma tête à prix.

J'avais pu trouver, très difficilement, de la place pour mes filles à l'école française de Kampala, malgré le sabotage de l'ambassadeur rwandais en Ouganda, Pierre-Claver Kanyarushoki, dont j'avais été l'éducateur à l'école secondaire de Byumba. Il me récompensait en refusant le droit à l'éducation de mes propres enfants !



Ambassadeur francophone, Kanyarushoki avait été nommé président du comité des parents et pouvait influencer l'admission ou le rejet des nouveaux membres et l'élaboration des budgets annuels. A ce titre, il pouvait me causer de sérieux ennuis, dont le plus rocambolesque fut d'exiger de moi que je paye l'école en devise française, et par chèque, à la stupéfaction du directeur de l'école. Mes filles furent finalement inscrites après avoir payé l'école en shillings convertibles. Mais après une semaine de fréquentation, des informations précises nous furent données selon lesquelles un commando payé par l'ambassade rwandaise à Kampala était en train de préparer leur enlèvement vers Kigali afin d'en faire les ultimes moyens de pression et de chantage sur moi.

L'attaque du 1^{er} octobre

Notre arrivée à Kampala avait accru la tension dans le milieu des réfugiés déjà échauffés par la mobilisation du F.P.R. et leur impatience à rentrer d'exil. Le régime de Kigali intensifiait les infiltrations de commandos et maintenait sa pression sur le gouvernement ougandais en vue d'obtenir notre extradition. Fred Rwigema ne me cachait pas son appréhension. Il ne pouvait plus intervenir officiellement en notre faveur, étant maintenant dégagé de ses responsabilités gouvernementales. Il me conseillait de quitter l'Ouganda. Mais jugeant ma place plutôt aux côtés des combattants et non dans la tranquillité d'une capitale européenne, je lui répondis que j'acceptais tous les risques et me mettais à la disposition du F.P.R.

Fred jugeait cependant urgent que je quitte une région où j'étais fortement visé par le pouvoir de Kigali à la veille de l'explosion, et au moment où les relations entre le Rwanda et le pays hôte se détérioraient gravement. Ma raison voyait comme lui, mais mon sixième sens me demandait de rester.

La diaspora rwandaise, dont j'étais coupé depuis 1965, ignorait le long cheminement de mon combat. Certains croyaient que j'étais venu utiliser la force militaire du F.P.R. pour devenir le prochain président de la République, d'autres que j'étais un capita-

liste couvert d'argent volé au peuple et que cet argent était inépuisable, d'autres encore disaient que j'avais fui Habyalimana à la suite d'une simple altercation d'ordre pécuniaire avec ce dernier. Je ne m'en faisais pas, sachant donner le temps au temps, et convaincu que les détracteurs de bonne foi ne tarderaient pas à se rendre à l'évidence.

Je paraissais effectivement faire partie de la bourgeoisie que l'on voyait au Rwanda et dans les pays limitrophes, mais le temps m'avait permis de forger mes propres convictions et ma vision d'un pays qui devait naître d'une difficile guerre de libération portée aux dimensions planétaires.

Enfin, quelques-uns comme le président Museveni étaient persuadés que j'étais le détonateur de l'attaque du 1^{er} octobre 1990. Ce n'est pas entièrement vrai dans la mesure où une telle décision dépend de facteurs beaucoup plus internes, que ne pouvait influencer de façon déterminante un outsider qui a eu la chance de rencontrer si heureusement un mouvement politico-militaire sur la longue route de son propre combat.

Il est vrai que ma résistance à l'encerclement de Gisenyi et le comportement du pouvoir durant ces événements étaient de nature à faire porter un faux jugement sur la force du régime de Habyalimana et je ne peux nier que nous avons, Bizimungu et moi, longuement décrit une situation politique critique prévalant dans un pays dont je suivais l'évolution depuis un quart de siècle. Mais il serait inexact d'accréditer la version donnée dans son livre¹ par Gérard Prunier à mon propos et à propos de Bizimungu selon laquelle un homme d'affaires riche et un fonctionnaire de l'État rwandais, l'un Tutsi et l'autre Hutu, étaient venus donner le signal de l'assaut final contre le pouvoir de Kigali.

L'attaque du F.P.R. contre le gouvernement rwandais se déclencha dans la nuit du 30 septembre au 1^{er} octobre 1990. Tous les jeunes gens venus de Gisenyi avec moi, Christian y compris, rejoignirent les combattants et partirent au soir du 30 septembre 1990. Un mois après l'attaque, Christian revint à la maison, mais

¹ The Rwanda Crisis 1959-1994, History of a genocide.

son silence prolongé nous étonna. Au courant de la mort de Fred Rwigema, il garda le lourd et pénible secret jusqu'à ce que la direction militaire du F.P.R. décida de la rendre publique.

Paul Kagame rentra des États-Unis pour reprendre la lutte armée mise en péril par la disparition de Fred Rwigema. Il était passé à Londres, où il avait été accueilli par Serge. Il se rendit directement au front, d'où il reviendra à Kampala, fatigué et soucieux, pour me remettre un colis envoyé par mon fils. La direction du F.P.R. avait déjà annoncé publiquement la mort du héros, profondément pleuré par les combattants de la liberté, au moment où Habyalimana faisait danser dans les rues de Kigali d'innombrables cercueils vides pour fêter la mort de son redoutable adversaire. Il se trompait lourdement et le temps n'allait pas tarder à lui faire regretter ses différentes déclarations à Ssemuto en Ouganda, au Québec, à Paris et à Mayence par lesquelles il niait le droit de tous les Banyarwanda à vivre dans leur pays.

Et malgré l'emprisonnement de dix mille citoyens innocents à Kigali et dans tout le pays, qui eut lieu au quatrième jour après le déclenchement de la guerre, malgré le massacre de milliers de paysans tutsi au Mutara, à Kibilira et à Bigogwe, et plus tard à Nyamata et à Kibuye, la guerre de libération se poursuivra et s'intensifiera sous la direction de Paul Kagame, à mon avis, l'un des plus brillants stratèges militaires de notre temps.

Le gouvernement ougandais décide de m'expulser

Au mois de décembre 1990, le président Museveni décide de m'expulser. La décision fut portée à ma connaissance pendant la nuit, et je devais avoir quitté l'Ouganda au plus tard le lendemain à sept heures du matin. Un véhicule était même mis à ma disposition pour me conduire au poste frontalier de Mutukura, à la frontière avec la Tanzanie.

J'avais comme compagnon d'infortune un autre Rwandais, Grégoire Karuretwa, expulsé en même temps que moi. Celui-ci suivit le plan suggéré par le gouvernement ougandais. Je m'en méfiai car je me disais que, si l'Ouganda nous avait fixé une date et une heure pour quitter son territoire, le gouvernement rwandais

devait en être informé. Il chercherait alors à nous intercepter dans les deux seuls pays où nous pouvions encore passer : le Kenya ou la Tanzanie (le sud Soudan en guerre était exclu, de même que le Zaïre du président Mobutu, allié au président Habyalimana). Karuretwa décida de poursuivre la route, tandis que moi je disparaissais dans la clandestinité. Karuretwa me racontera plus tard comment il avait trouvé des émissaires de Kigali qui m'attendaient au poste frontalier de Mutukura et dans tous les centres urbains tanzaniens qu'il avait traversés avant de prendre l'avion pour Dar Es Salaam. Ils m'attendaient également à l'aéroport de Dar Es Salaam. Et, à plusieurs reprises, Karuretwa fut dérangé pendant la nuit par des gens venus voir si je ne m'étais pas caché dans sa chambre.

En fait, jusqu'au mois de mars 1991, je restai enfermé dans une maison au centre de Kampala. Je ne sortais que la nuit pour me dégourdir les jambes. Le gouvernement rwandais finit par savoir que je n'avais pas quitté Kampala. L'ambassade multiplia ses recherches dans la ville. C'est à ce moment-là qu'elle acheta la trahison de cinq personnes sur les douze qui séjournèrent encore chez moi à Kampala. Comme elles ignoraient où je m'étais caché, elles suivaient le véhicule de Béatrice qui venait parfois me rendre visite dans ma cachette. Utilisant la nuit une voiture prêtée par l'ambassade du Rwanda, vivant au-dessus de leurs moyens, ils finirent par attirer l'attention puis la colère du public rwandais de Kampala, qui les avait filés et pris à maintes reprises en flagrant délit.

L'ami qui s'occupait de mes communications téléphoniques à Gisenyi avait de nouveau formulé le désir de me rendre le même service à Kampala, ce dont on ne pouvait que le remercier à double titre.

Après mon départ de la maison, Béatrice le voyait sortir avec les quatre autres personnes. Ne pouvant pas le soupçonner, elle croyait que l'ami de longue date les prenait avec lui en vue de leur prodiguer des conseils, au moment où ils se permettaient de rentrer de plus en plus tard dans la nuit. Chaque fois qu'ils suivaient le véhicule de ma femme, à bord de la voiture de l'ambassade, ils s'attachaient plus à éviter les regards de la diaspora rwandaise

Le deuxième interlocuteur fut Justin Mugenzi, dont la société Intraship Rwanda, qu'il partageait avec des hommes d'affaires suisses, collaborait avec la Corwaco pour le transport des marchandises, à l'importation et à l'exportation.

La troisième personne fut Félicien Gatabazi, haut fonctionnaire de l'État, puis ministre de Habyalimana. Celui-ci l'emprisonna en même temps que son épouse à cause d'un pseudo détournement qui ne fut jamais prouvé. En plus, un garçon de ma famille avait épousé une de ses cousines dont il avait eu des enfants, emportés avec leur mère par le génocide, à l'exception d'un seul qui survécut par miracle.

Délivré de la prison, Gatabazi était devenu homme d'affaires et son épouse également. La famille de Mme Gatabazi était économiquement et politiquement puissante. Originaire de Gitarama, son père Éliabu Ndamage fut un ami personnel du président Kayibanda et de sa famille dont il était le trésorier, à en croire la rumeur publique. Il s'allia d'amitié avec Habyalimana à la Cour de Kayibanda, et c'est ce qui le sauva dans les épurations régionalistes de 1973. Depuis lors, sa puissance ne cessa de croître.

Ses filles épousèrent des hommes en place, et ses fils prospérèrent dans le commerce et surtout dans l'exploitation du transport international. C'est à ce titre qu'ils devinrent les alliés les plus farouches de Faustin Twagiramungu pendant sa guerre contre la Corwaco et l'E.R.P. Grâce à eux et à l'association des transporteurs rwandais, Faustin Twagiramungu avait pris les allures d'un leader politique ayant tous les atouts pour devenir la solution de rechange au cas où le président Habyalimana quitterait le pouvoir.

Je continuai la mobilisation politique par téléphone à l'intérieur du Rwanda, tout en gardant le contact avec la direction politique et militaire du F.P.R. qui avait recruté un élément nouveau, Seth Sendashonga, résidant à Nairobi. Il avait l'avantage d'être hutu et de pouvoir se rendre régulièrement au Rwanda et contacter physiquement certains de nos partisans ou les opposants au régime, dont l'action pouvait compléter l'action militaire de notre mouvement armé.

Jean Birara venait assez souvent à Bruxelles d'où il me téléphonait pour me donner des informations sur le régime de Kigali. Il me surprit un jour lorsqu'il me demanda s'il pouvait aller travailler avec le front à Mulindi. Je me mis en contact avec le F.P.R., mais alors que j'étais en train de faire examiner sa demande par la direction du mouvement, j'entendis qu'il était retourné au Rwanda sans me prévenir, après avoir déclaré publiquement à un journaliste d'une chaîne de télévision belge qu'il s'en retournait au pays où il préférerait aller mener démocratiquement le combat, sans lutter de l'extérieur.

Chaque fois que Paul Kagame venait à Londres, il logeait chez moi. Mais il ne se reposait pas car il suivait constamment les opérations militaires qui se déroulaient dans le pays. Au cours d'un séjour à Londres, alors que le F.P.R. se battait à Miyove, en préfecture de Byumba, il me demanda d'essayer de contacter le chef d'État-Major des Forces armées rwandaises, le colonel Déogratias Nsabimana, que je connaissais depuis le jour des années 80 où il avait été nommé attaché militaire à l'ambassade du Rwanda à Bruxelles.

Je téléphonai à Pasteur Musabe de la Bacar, qui s'empressa de me dire qu'il allait le chercher et le faire venir à la banque dans la demi-heure. Il me pria de lui téléphoner après ce délai. Je téléphonai une heure après. Nsabimana était arrivé à la banque. Le colonel Bagosora, grand frère de Musabe, l'avait accompagné. Mais quand Nsabimana me parla, il venait de repartir. La discussion eut lieu entre lui et moi, mais le questionnaire était composé au fil de la conversation par Paul Kagame, assis à ma gauche, à qui je rapportais les réponses par écrit.

Le président Habyalimana était alors en Europe, et lorsqu'il apprit l'incident, il entra, paraît-il, dans une grande colère et interdit à ses officiers de parler directement à l'ennemi. Ils devaient laisser ce rôle aux politiciens et s'occuper uniquement de leurs obligations militaires. C'est étonnamment une semaine après cet échange téléphonique, que les massacres de Kibuye éclatèrent en 1992. Le président voulait-il tester la fidélité de ses amis, Pasteur Musabe et Déogratias Nsabimana pour le prochain génocide en cours de préparation ? Le président rwandais les

Pour se rendre populaire, le Premier ministre Nsengiyaremye recourt vers la fin de son mandat à un discours plus ethniste. A ce sujet, le P.S.D. motiva le refus de la candidature du Dr Nsengiyaremye au poste de Premier ministre du gouvernement de transition à base élargie : « Le Dr Nsengiyaremye fait partie de l'aile ethniste de son parti. Ce n'est plus un secret. Il suffira de se référer aux meetings de Gikongoro le 1^{er} juillet 1993 et de Kibuye le 4 juillet 1993. Ce n'est pas son double langage qui l'en disculpe, au contraire. »

Le document fut signé par Félicien Ngago, 1^{er} vice-président, le Dr Théoneste Gafaranga, 2^e vice-président et Félicien Gatabazi, secrétaire exécutif national. Ce dernier allait être assassiné en février 1994, tandis que les deux autres seront parmi les intellectuels hutu qui périront dans le génocide de 1994, à cause de leur opposition au Hutu power*, dont nous allons voir l'impact dans l'accomplissement du génocide.

Après la mort de Gapyisi, ses amis politiques se regroupèrent dans l'aile extrémiste du M.D.R. opposée à Twagiramungu, candidat accepté par le F.P.R. au poste de Premier ministre du gouvernement de transition à base élargie. Ce groupe d'extrémistes du M.D.R., renforcé par les groupes dissidents des autres partis comme le groupe de Justin Mugenzi du P.L., vont former un mouvement d'extrémistes à la solde du M.R.N.D.-C.D.R., que l'on désignera désormais par le mot anglais Power, une sorte de grande coalition de partis partageant un seul programme : le sabotage des négociations politiques en cours à Arusha, la défaite du F.P.R., l'extermination des Tutsi et le renforcement de l'État hutu au Rwanda.

D'aucuns affirment que les pères européens de la révolution rwandaise, Mgr André Perraudin, Jean-Paul Harroy et Guy Logiest se rendirent à Kigali pour accélérer la fusion de toutes les tendances hutu en un front contre le F.P.R.. Ils rentrèrent mortellement déçus, convaincus que le projet de société imaginé en 1959 allait bientôt être foulé aux pieds par le mouvement pluraliste en marche.

Les négociations politiques d'Arusha continuaient, ponctuées d'interruptions et de communiqués, dans l'atmosphère fébrile des

manifestations et des meetings organisés à Kigali par la mouvance présidentielle. L'accord de paix d'Arusha fut signé le 4 août 1993. Il comprenait l'accord sur le cessez-le-feu du 12 juillet 1992, le protocole d'accord relatif à l'État de droit signé le 18 août 1992, le protocole d'accord sur le partage du pouvoir dans le cadre d'un gouvernement de transition à base élargie signé le 30 octobre 1992, le protocole d'accord sur le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées par la guerre, signé le 9 juin 1993 et le protocole sur l'intégration des forces armées signé le 3 août 1993.

Au C.N.D. avec les 600

La direction du F.P.R. m'avait demandé à quel poste je souhaitais servir le pays. Je fis comprendre que je voulais rester un homme d'affaires. Mais comme la position de député n'excluait pas l'exercice de ma profession, j'acceptai de faire partie des treize représentants du F.P.R. à l'Assemblée nationale de transition. Les candidats ministres et députés du F.P.R. quittèrent Mulindi le 28 décembre 1993, accompagnés d'une force de six cents soldats du F.P.R. et d'un nombre important de militaires de la M.I.N.U.A.R.* (Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda), laquelle était dans le pays depuis le 1^{er} novembre 1993, après le départ des Français, pour maintenir la paix et permettre la mise en place des institutions de transition.

L'accueil populaire dont nous fûmes l'objet le long de la route Mulindi-Kigali et jusqu'à l'Assemblée nationale bouleversa le gouvernement et les extrémistes de la mouvance présidentielle. Pour moi, je voyais de mes yeux et de mon vivant se réaliser mon rêve de jeunesse. Je voyais la nation rwandaise debout au cœur du pays, danser dans les rues de la capitale.

Le Premier ministre est alors Agathe Uwilingiyimana installée le 17 juillet 1993 par l'aile Twagiramungu avec l'accord du président Habyalimana, malgré les extrémistes du M.D.R., dirigés par Froudouard Karamira et Donat Murego, qui s'opposaient par avance à la candidature de Faustin Twagiramungu à la primature du prochain gouvernement de transition à base élargie.

Twagiramungu s'était progressivement rapproché des vues du